

OUEST-VAR

120 km à la nage pour lutter contre la pollution

P 5

FESTIVAL DE CANNES



Monica Bellissima en ouverture

12 pages spéciales

FOOTBALL - LIGUE 1

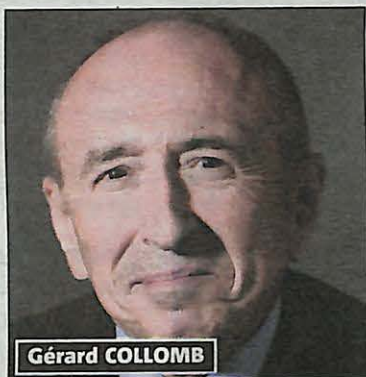


L'AS Monaco, champion de grande classe

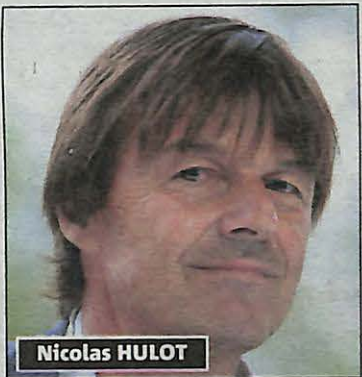
P 22-23

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT NOMMÉ HIER

Quel casting !



Gérard COLLOMB



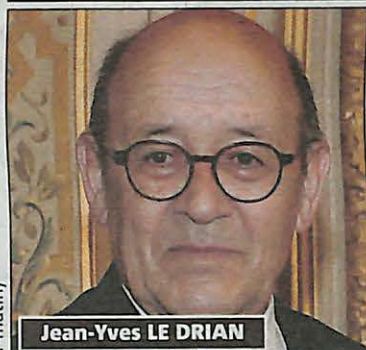
Nicolas HULOT



François BAYROU



Sylvie GOULARD



Jean-Yves LE DRIAN



Laura FLESSEL



Gérald DARMANIN



Bruno LE MAIRE



Frédérique VIDAL



Christophe CASTANER

Dix-huit ministres et quatre secrétaires d'Etat dans le nouveau gouvernement. ■ Parité respectée : onze femmes et onze hommes. ■ Christophe Castaner, natif d'Ollioules, en charge des relations avec le Parlement et porte-parole. ■ La Niçoise Frédérique Vidal nommée à l'Enseignement supérieur. P 16 À 19

Photos AFP/L'Est républicain/PQR/Archives Var-matin

Gouvernement: Macron

Dix-huit ministres et quatre secrétaires d'État, autant de femmes que d'hommes, une large place à la société civile: le premier gouvernement du nouveau quinquennat est plutôt fidèle aux engagements du Président

Avec un jour de retard, certes, mais ça y est: le premier gouvernement du quinquennat Macron a été dévoilé hier. Une équipe de 22 membres – 18 ministres et 4 secrétaires d'État –, relativement resserrée donc, paritaire, qui fait le pari de la société civile et traduit la recomposition promise avec des ministres issus de la droite, comme de la gauche et du centre. A noter, toutefois, que le premier gouvernement Fillon était encore plus réduit: il avait battu un record sous la V^e République, avec seulement 15 ministres, quatre secrétaires d'État et un Haut-Commissaire.

Onze hommes et onze femmes

Au sein de ce gouvernement dont la moyenne d'âge est de 54 ans, plusieurs figures de proue de la société civile se distinguent: l'escrimeuse Laura Flessel, ministre des Sports, l'éditrice Françoise Nyssen, ministre de la Culture, ou encore Muriel Pénicaud, ministre du Travail, passée par Danone et Dassault Systèmes.

La parité est par ailleurs parfaitement respectée, avec onze femmes et onze hommes et autant de ministres de plein exercice de l'un comme de l'autre sexe. «Emmanuel Macron voulait que les femmes occupent des ministères de premier plan et ne soient pas reléguées à des portefeuilles qui leur sont traditionnellement dévolus ou moins importants», note l'entourage du nouveau président. Avec, aussi, un savant panachage de tendances poli-



Si, sans surprise, le cercle rapproché d'Emmanuel Macron est récompensé, comme Gérard Collomb (en haut à droite) à l'Intérieur et Mounir Mahjoubi (en bas au centre) au Numérique, on trouve aussi quelques surprises comme Nicolas Hulot (à gauche) à la Transition écologique et Laura Flessel (en bas à droite) aux Sports. Sans oublier le débauchage de Républicains, avec notamment Bruno Le Maire à l'Économie.

(Photos AFP et MaxPPP/EPA)

tiques. Parmi les ministres figurent en effet quatre socialistes (mais dont deux avaient rejoint « En marche! »), deux radicaux de gauche, trois centristes et deux Républicains, les autres provenant de la société civile.

Les cordons de la bourse à la droite

D'un côté, les quatre ministères régaliens ont été dévolus à deux socialistes

– Jean-Yves Le Drian, l'un des deux rescapés du quinquennat de François Hollande, qui passe de la Défense à l'Europe et aux Affaires étrangères avec le Commerce extérieur dans ses attributions, et Gérard Collomb, « marcheur » de la première heure, qui prend l'Intérieur – et à deux centristes – François Bayrou à la Justice et Sylvie Goulard aux Armées.

Mais de l'autre, avec Bruno

Le Maire à l'Économie et Gérard Darmanin à l'Action et aux Comptes publics, Emmanuel Macron donne le tout-puissant Bercy à la droite. Un sacré gage, alors que celle-ci a déjà Matignon, et une façon, du coup, d'encourager les divergences en son sein. « A titre personnel », François Baroin, chef de file des Républicains pour les législatives, a d'ailleurs aussitôt regretté ces ralliements, estimant

qu'il ne s'agissait pas d'une « recomposition » mais d'un « dynamitage » politique. « Cautions de gauche mais Matignon et Bercy à droite », a tweeté de son côté le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis.

Nicolas Hulot une vraie prise

Autre fait marquant: la nomination de Nicolas Hulot, qui occupe une place de choix dans l'organigramme.

Deuxième dans l'ordre protocolaire et ministre d'État, il aura l'Énergie dans son escarcelle et entre pour la première fois dans un gouvernement, après avoir été candidat malheureux à la primaire des Verts pour la présidentielle de 2012. L'ancien animateur d'Ushuaïa avait déjà été pressenti pour rejoindre un gouvernement Hollande en janvier 2016 après avoir été l'un des artisans de la Cop21.

L'œil de Deligne



« Un gouvernement de droite » pour Jean-Luc Mélenchon, « de gauche » pour Eric Woerth

Fidèle à la logique « de droite et de gauche » du nouveau Président, la composition du gouvernement a provoqué des réactions contradictoires. A gauche, si Benoît Hamon n'a pas réagi dans l'immédiat, en revanche, le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a estimé depuis Marseille que le gouvernement d'Édouard Philippe était un « gouvernement de droite ». Et d'ajouter: « Les trois sujets les plus frappants et les plus inquiétants, c'est le Premier ministre nu-

cléariste, la présence de Nicolas Hulot qui pour nous est un crève-cœur, la présence à la tête de l'Éducation nationale de quelqu'un qui a été directeur de l'Essec. »

L'UDI salue le caractère « européen »

A l'inverse, chez Les Républicains Eric Woerth a lancé: « Échec de l'opération de débauchage à droite. Édouard Philippe est un Premier ministre de droite à la tête d'un gouvernement de gauche. » Chez les centristes, Jean-Christophe Lagarde, prési-

dent de l'UDI, a prudemment préféré insisté sur « le caractère très européen de ce gouvernement, ce qui est une bonne chose ». Tandis qu'au FN, Florian Philippot a déclaré: « Je ne vois pas beaucoup de renouvellement, je vois surtout du recyclage UMPS. »

Rachid Temal, secrétaire national du PS a lui préféré ironiser: « Bayrou, cela me rajeunit. Manifs hiver 1993-94 pour école publique contre sa réforme Loi Falloux », a-t-il écrit sur Twitter.

Et aussi...

● Les ministres battus aux législatives devront démissionner, a prévenu l'Élysée.
● Bruno Le Maire et Gérald Darmanin ont été exclus des Républicains, a indiqué

le secrétaire général du parti, Bernard Accoyer.
● Édouard Philippe, Jean-Yves Le Drian et François Bayrou devront abandonner leurs mandats exécutifs locaux, a

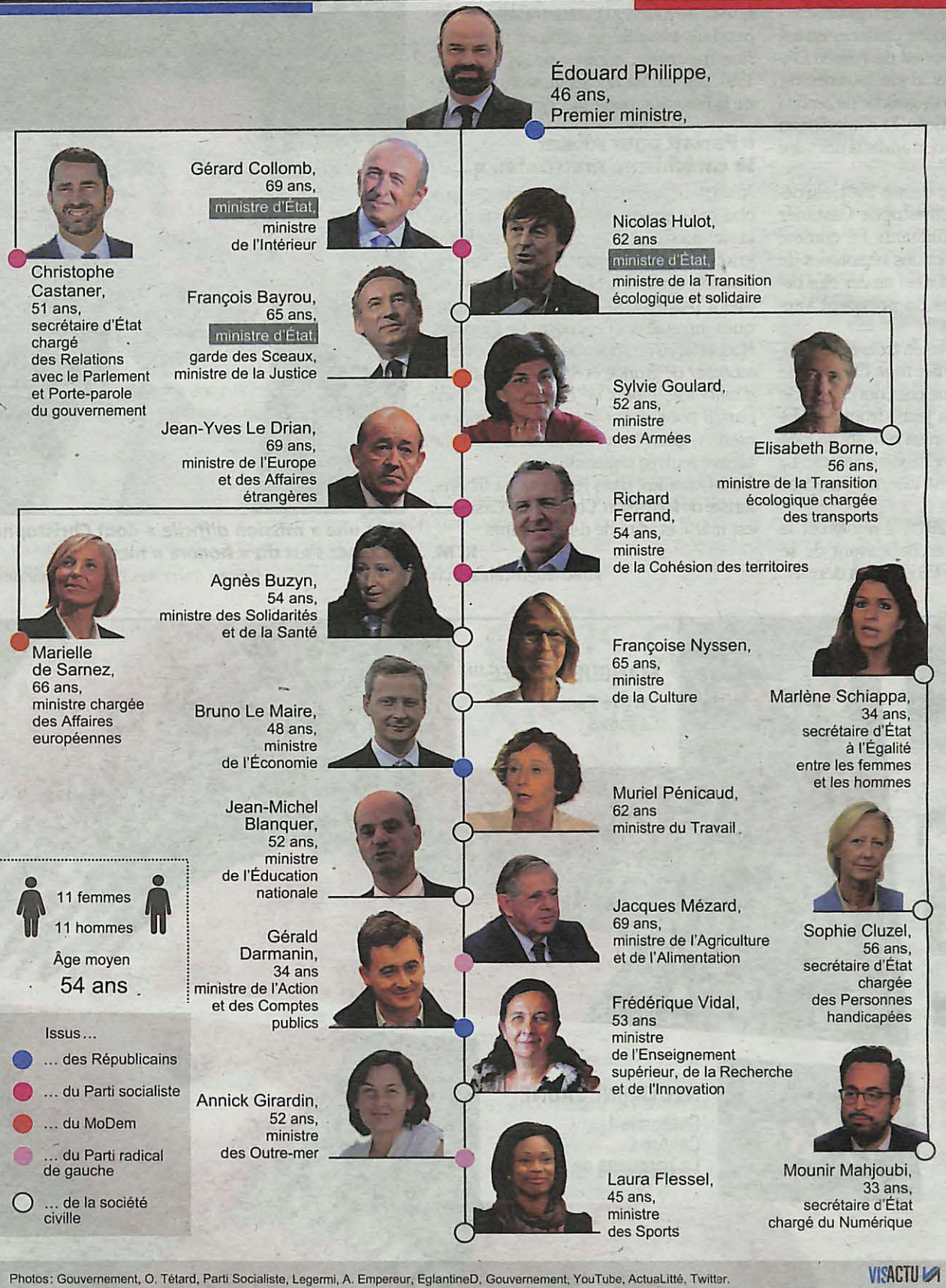
précisé la présidence de la République.
● « La République en marche ! » ne présentera pas de candidats aux législatives dans 56 circonscriptions, dont celles de Thierry

Solère, Marisol Touraine et Stéphane Le Foll.
● Aucun ministère ou secrétariat d'État n'est dédié aux personnes âgées ni à la famille, ont pointé des associations.

tient ses promesses

POLITIQUE

LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT D'ÉDOUARD PHILIPPE



Par
MICHÈLE COTTA

Le temps du renouvellement

Cela a pris un peu plus de temps que prévu, mais ça y est. Le gouvernement Édouard Philippe, le premier de la présidence d'Emmanuel Macron, est, comme le président de la République s'y était engagé, paritaire, pluraliste, et largement ouvert à la société civile. La parité est presque atteinte : douze hommes et onze femmes en comptant le Premier ministre, même si une seule femme hérite d'un portefeuille régalié, celui des Armées. Le pluralisme est assuré : de Gérald Darmanin à François Bayrou, de Jean-Yves Le Drian à Bruno Le Maire, la gauche, la droite et le centre gouverneront ensemble, fait unique dans l'histoire de la V^e République. Les partisans de la première heure d'Emmanuel Macron, ceux qui croyaient en sa bonne étoile depuis les débuts du mouvement « En marche ! », longtemps qualifié de « bulle médiatique », s'y voient attribuer une place de choix, qu'il s'agisse du ministère de l'Intérieur pour l'ancien maire de Lyon ou de la Cohésion des territoires pour Richard Ferrand. Quant à François Bayrou, qui a rangé le Modem sous la bannière du président de la République dès l'automne dernier il se voit garde des Sceaux, en charge de la première grande loi du quinquennat, la loi, qu'il souhaitait depuis longtemps, de moralisation de la vie

« La gauche, la droite et le centre gouverneront ensemble, fait unique dans l'histoire de la V^e République. »

politique. Et enfin, surtout, la moitié des ministres et secrétaires d'État nommés hier viennent des multiples secteurs de la vie civile,

où ils sont tous connus et reconnus par leurs pairs, médecin, spécialiste des affaires sociales, directeur d'une grande école de commerce, sportive de renom, ou petit génie de l'informatique : tous se sont installés hier soir dans leur ministère. Le plus célèbre d'entre eux est évidemment l'écologiste Nicolas Hulot, qui avait jusqu'à présent refusé à Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande de figurer dans un gouvernement C'est fait : l'ancien animateur de télévision devenu le plus ardent des défenseurs de la planète, une des personnalités les plus populaires en France, a jugé que la menace écologique était aujourd'hui si forte qu'il ne devait pas refuser la proposition qui lui était faite. Plusieurs Premiers ministres ont voulu faire appel, et depuis longtemps, à des non-professionnels de la politique. Mais ce fut toujours à dose homéopathique. Ainsi Fleur Pellerin, ministre du Numérique puis éphémère ministre de la Culture, se sentait, elle, bien seule dans le gouvernement de Manuel Valls. Ce n'est pas le cas aujourd'hui, au moment où les Français, on le sait, expriment leur méfiance vis-à-vis de la classe dirigeante. Si l'on ajoute à cela que seuls quatre ministres nommés hier ont déjà exercé des responsabilités gouvernementales, on mesure le renouvellement proposé hier. Un gouvernement, c'est une somme d'individualités, mais aussi et surtout une collectivité. Voilà pourquoi tous les partenaires de cette nouvelle équipe, d'où qu'ils viennent, de gauche ou de droite, devront trouver le moyen d'oublier leurs différences, et souvent leurs ego, pour avancer ensemble. Ce ne sera peut-être pas facile. Mais c'est la règle d'un jeu à laquelle ils ne pourront pas déroger.

Les réactions varoises

► Jean-Sébastien Vialatte, député du Var

Soutiens de Bruno Le Maire à la primaire de la droite, le député du Var avait déjà peu goûté lorsque Bruno Le Maire avait tourné le dos à François Fillon. « A présent, j'observe que c'est lui qui va augmenter la CSG pour les retraités (qu'il proposait de baisser, Ndlr) [...]. Il fait partie de ces gens dont

la seule chose qui importe est la carrière personnelle. Je pense par ailleurs que c'est un mauvais calcul : la droite ne lui pardonnera pas, la gauche ne le soutiendra jamais ! »

► Pierre-Jacques Depallens, président du Modem Var

Avec trois dirigeants du Modem au gouvernement, dont son président

national François Bayrou, mais aussi « une pluralité des parcours et des sensibilités, des profils différents et complémentaires [...], nul doute que ce gouvernement est armé et représentatif de ce que nous voulons pour notre pays [...]. Maintenant que le cadre est posé, il appartient à nos concitoyens de donner une majorité large à cette union plurielle pour notre pays. »